



CAISSE DES DEPOTS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations de nettoyage des locaux pour le compte des
Directions Régionales de la Caisse des Dépôts**

N° du CCAP : 20245216

CCAP commun à tous les lots

Version n°1 d'août 2024

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 3 |
| 1.1 - Objet du contrat | 3 |
| 1.2 - Décomposition du contrat | 3 |
| 1.3 - Type d'Accord-cadre | 3 |
| 2 - Pièces contractuelles et définitions | 5 |
| 3 - Durée de l'accord-cadre | 6 |
| 4 - Délais d'exécution | 6 |
| 4.1 – Délais de base | 6 |
| 4.2 – Prolongation des délais | 6 |
| 5 – Prix | 7 |
| 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 7 |
| 5.2 - Modalités de variation des prix | 7 |
| 6 - Garanties Financières | 8 |
| 7 – Avance | 8 |
| 7.1 - Conditions de versement et de remboursement | 8 |
| 8 - Modalités de règlement des comptes | 8 |
| 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs | 8 |
| 8.2 - Présentation des demandes de paiements | 9 |
| 8.3 - Délai global de paiement | 11 |
| 8.4 - Paiement des sous-traitants | 11 |
| 9 - Conditions d'exécution des prestations | 12 |
| 9.1 - Obligations du Titulaire | 12 |
| 9.2 - Obligations du pouvoir adjudicateur | 13 |
| 9.3 - Confidentialité | 13 |
| 9.4 - Obligation de conseil et de mise en garde | 14 |
| 9.5 - Force majeure | 15 |
| 9.6 - Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution | 15 |
| 9.7 - Travail dissimulé | 16 |
| 9.8 - Protection des données à caractère personnel | 16 |
| 9.10 – Clause environnementale | 17 |
| 10 - Constatation de l'exécution des prestations | 18 |
| 11 - Responsabilités | 18 |
| 12 - Pénalités | 19 |
| 12.1 Conditions générales d'application des pénalités | 19 |
| 12.2 Pénalités pour retard et non-respect des prescriptions du DCE | 19 |
| 12.5 - Pénalité pour travail dissimulé | 20 |
| 13 - Assurances | 21 |
| 14 - Clause de réexamen | 21 |
| 15 - Résiliation du contrat | 22 |
| 15.1 - Conditions de résiliation de l'Accord-cadre | 22 |
| 15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire | 22 |
| 16 - Règlement des litiges et langues | 23 |
| 17 - Clauses complémentaires | 23 |
| 17.1 - Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CAISSE DES DÉPOTS à la LCB-FT | 23 |
| 17.2 - Régularité administrative du Titulaire | 23 |
| 17.3 - Changement de circonstances | 24 |
| 17.4 - Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie du Pouvoir Adjudicateur | 24 |
| 17.5 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption | 25 |
| 17.6 – Sécurité informatique | 25 |
| 18 - Dérogations | 27 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

L'Accord-cadre a pour objet de définir les conditions générales d'exécution des prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie (ci-après les « Prestations ») des bâtiments occupés par les services de la Caisse des dépôts et consignations (ci-après la « Caisse des Dépôts » ou la « CAISSE DES DÉPOTS ») ainsi que leurs abords, et concernés par la consultation.

Cet Accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il comporte une partie forfaitaire et une partie unitaire.

Le Titulaire doit notamment accomplir ses prestations avec :

- La mise en œuvre de moyens humains et matériels suffisants pour respecter l'objectif de résultats défini pour le marché,
- Le souci de qualité du service rendu aux usagers,
- Le respect de la transmission des informations au Pouvoir Adjudicateur.

Réalisation de prestations similaires

Le Pouvoir Adjudicateur pourra également attribuer un Accord-cadre pour la réalisation de prestations similaires, passés en application de la procédure sans publicité ni mise en concurrence de l'article R2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de l'Accord-cadre, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux prestations en cause.

Lieu(x) d'exécution : France Métropolitaine (détail des sites concernés au CCTP).

1.2 - Décomposition du contrat

L'Accord-cadre comprend **cinq lots** :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|---|
| Lot 1 | Nettoyage des locaux pour les sites des Hauts-de-France (Lille et Amiens) et Normandie (Rouen et Caen) |
| Lot 2 | Nettoyage des locaux pour les sites de Bretagne (Rennes et Brest), Pays de la Loire (Nantes) et Centre-Val de Loire (Orléans et Tours) |
| Lot 3 | Nettoyage des locaux pour les sites de Nouvelle-Aquitaine (Bordeaux, Limoges et Poitiers) et Occitanie (Toulouse et Montpellier) |
| Lot 4 | Nettoyage des locaux pour les sites d'Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon, Clermont-Ferrand et Grenoble) et PACA (Marseille et Nice) |
| Lot 5 | Nettoyage des locaux pour les sites de Grand-Est (Strasbourg, Châlons-en-Champagne et Nancy) et Bourgogne-Franche-Comté (Besançon et Dijon) |

1.3 - Type d'Accord-cadre

L'Accord-cadre, conclu avec un seul opérateur économique par lot, est **à prix mixte avec un prix forfaitaire et des prix unitaires sans montant minimum et un montant maximum, fixé ci-dessous par lot** en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique (ci-après « l'Accord-cadre »). Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimum de commande et comporte un maximum fixé par lot ci-dessous pour la totalité du marché :

LOT 1 :

| Estimation en € HT (reconduction et prix forfaitaire inclus) | Montant minimum € HT | Montant maximum € HT (reconduction et prix forfaitaire inclus) |
|---|-----------------------------|---|
| 337 000 € | Sans minimum | 421 000 € |

LOT 2 :

| Estimation en € HT (reconduction et prix forfaitaire inclus) | Montant minimum € HT | Montant maximum € HT (reconduction et prix forfaitaire inclus) |
|---|-----------------------------|---|
| 180 000 € | Sans minimum | 225 000 € |

LOT 3 :

| Estimation en € HT (reconduction et prix forfaitaire inclus) | Montant minimum € HT | Montant maximum € HT (reconduction et prix forfaitaire inclus) |
|---|-----------------------------|---|
| 367 000 € | Sans minimum | 458 000 € |

LOT 4 :

| Estimation en € HT (reconduction et prix forfaitaire inclus) | Montant minimum € HT | Montant maximum € HT (reconduction et prix forfaitaire inclus) |
|---|-----------------------------|---|
| 283 000 € | Sans minimum | 354 000 € |

LOT 5 :

| Estimation en € HT (reconduction et prix forfaitaire inclus) | Montant minimum € HT | Montant maximum € HT (reconduction et prix forfaitaire inclus) |
|---|-----------------------------|---|
| 243 000 € | Sans minimum | 304 000 € |

Modalités de suivi de l'accord cadre

Le Titulaire précisera les coordonnées d'un interlocuteur unique et de son remplaçant, pour assurer l'interface avec lui-même et les Directions régionales le Titulaire, s'agissant notamment de l'ensemble des questions logistiques, administratives et/ou financières. Ces interlocuteurs seront réputés pouvoir engager le Titulaire et disposeront à cet effet du pouvoir décisionnaire.

En cas de remplacement, la société notifie immédiatement au Pouvoir Adjudicateur les coordonnées du nouvel interlocuteur et prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

2 - Pièces contractuelles et définitions

Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S, les pièces contractuelles de l'Accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ♦ L'acte d'engagement (AE) ;
- ♦ Les annexes financières à l'acte d'engagement (AE) le bordereau des prix unitaires (BPU) commun à tous les lots et les décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF) propres à chaque lot ;
- ♦ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- ♦ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe 1 : Fiches Récapitulatives du Bâtiment (une pour chaque site)
 - Annexe 2 : Documents liés à la reprise du personnel (pour les sites concernés)
 - Annexe 3 : Description des fréquences de réalisation des prestations incluses dans le forfait
 - Annexe 4 : Présentation de l'outil Oodrive
- ♦ Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- ♦ Les bons de commandes émis dans le cadre de l'Accord-cadre ;
- ♦ L'offre technique du Titulaire.

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'Accord-cadre avec le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire accepte sans réserve le présent CCAP.

Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables au Pouvoir Adjudicateur.

Définitions :

Incident de Sécurité : désigne tout événement ou une série d'événements imprévus résultant de processus internes inadaptés ou défaillants ou d'événements extérieurs affectant la sécurité ou le fonctionnement des systèmes d'information et de communication (notamment leur disponibilité, leur intégrité, leur confidentialité ou leur continuité) et/ou la sécurité des informations utilisées ou produites dans le cadre des prestations du Marché (notamment leur disponibilité, leur intégrité ou leur confidentialité). Ceci inclut les incidents provenant de cyber-attaques ou de la non-pertinence ou de la mise en échec des mesures de sécurité physique.

Livrable : désigne tous les éléments quelles qu'en soient la nature ou la forme, tels que les données, rapports, plannings, feuilles de route, story board, cahiers de recettes, cahiers de paramétrages de l'outil, analyses, travaux, résultats, procédures, décrits au sein du CCTP et/ou réalisés par le Titulaire spécifiquement pour le compte et les besoins de l'Acheteur et fournis à l'Acheteur dans le cadre du présent Marché. Les Livrables sont des résultats au sens du Chapitre 6 du CCAG FCS.

Plateforme : désigne l'outil appelé « espace client digital » à l'article 8.5 du CCTP, accessible en mode SaaS, mis à disposition du Titulaire par la CDC et permettant l'échange des données visées audit article. Il s'agit d'une Connaissance Antérieure du Pouvoir Adjudicateur au sens du Chapitre 6 du CCAG FCS et sont qualifiés de confidentiels au sens de l'article 37.2.1, 3° de ce même Chapitre, à l'égard du Titulaire.

Programme Malveillant : désigne un code informatique nocif tel que notamment virus, bombes logiques, vers, chevaux de Troie ou tout autre code ou instruction infectant ou affectant tout programme, logiciel, donnée, fichier, base de données, ordinateur ou autre matériel ou élément, endommageant, portant atteinte, compromettant l'intégrité ou la confidentialité, perturbant en tout ou partie le fonctionnement, détournant ou permettant de détourner en tout ou partie un système d'information de l'usage auquel il est destiné.

Utilisateur : désigne toute personne physique autorisée par l'Acheteur ou le Titulaire à se connecter par accès distant à la Plateforme pour utiliser ses fonctionnalités.

3 - Durée de l'accord-cadre

L'Accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

L'Accord-cadre pourra être reconduit tacitement deux fois, pour une durée d'une (1) année supplémentaire pour chaque reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le Titulaire ne pourra s'opposer à ces reconductions. La reconduction de l'Accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par le Pouvoir Adjudicateur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'Accord-cadre. La décision de ne pas reconduire l'Accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

Le Titulaire est tenu au respect des délais d'exécution des prestations spécifiés dans les Documents Contractuels, le non-respect de ces délais pouvant le cas échéant justifier l'application de pénalités. Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés au présent CCAP.

4 - Délais d'exécution

4.1 – Délais de base

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le CCTP ou, à défaut, dans chaque bon de commande pour la partie à bons de commande.

Le non-respect de ces délais pouvant le cas échéant justifier l'application de pénalités.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable au Pouvoir Adjudicateur.

4.2 – Prolongation des délais

Par dérogation à l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S., une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait du Pouvoir Adjudicateur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application de l'accord-cadre, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le Titulaire doit formuler, dans le délai contractuel d'exécution du bon de commande au Pouvoir Adjudicateur une demande de prolongation du délai d'exécution dans laquelle :

- Il doit signaler les causes qui selon lui font obstacle à l'exécution de la prestation et qui échapperaient à sa responsabilité.
- Il doit indiquer la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Cette demande, peut-être adressée par téléphone pour plus de rapidité mais elle doit être impérativement confirmée par écrit sous peine d'irrecevabilité.

Le Pouvoir Adjudicateur notifie par écrit au Titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

5 – Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées à la fois par un **prix forfaitaire** pour les prestations intégrées dans la DPGF et par des **prix unitaires** pour les prestations exceptionnelles contenues dans le BPU.

De manière générale, les prix des prestations comprennent toutes les sujétions découlant de l'exécution des prestations et notamment tous les frais de gestion, de main-d'œuvre, toutes les fournitures, carburant, les frais de réalisation des livrables prévus dans le CCTP (notamment les livrables dus au titre des obligations de reporting, traçabilité, sécurité, qualité, RSE), les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire, tous droits ou taxes pouvant frapper les fournitures et les prestations, ainsi que tous frais généraux et le bénéfice du Titulaire.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'Accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisables annuellement, au jour du mois de notification du marché, sur demande écrite préalable du Titulaire ou à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (In/Io)$$

dans laquelle :

- Cn désigne le coefficient de révision.
- Io désigne la valeur de l'index de référence au mois zéro.
- In désigne la valeur de l'index de référence au « mois n », à savoir le mois précédent celui au cours duquel commence la période de validité des prix révisés.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période.

Index de référence par lot :

| | |
|---------------|---|
| Tous les lots | L'index de référence I, publié sur le site internet de l'INSEE, est le dernier <u>indice connu et définitif</u> des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage - Identifiant 010766545 |
|---------------|---|

Le Titulaire est dans l'obligation de faire parvenir sa proposition de révision de prix au pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la date anniversaire du marché. A ce titre, il joindra obligatoirement à sa proposition les éléments suivants :

- Les indices pris pour l'application de la formule de révision,
- Le détail du calcul de la révision de prix,
- La nouvelle annexe financière résultant de l'application de la formule de révision de prix (le Bordereau des prix unitaires – BPU).

Les anciens prix s'appliqueront si ces conditions ne sont pas respectées.

Le pouvoir adjudicateur se prononce dans un délai d'un mois suivant la réception de la proposition de révision de prix. Dans le silence de l'administration, la révision est réputée acceptée.

Clause de sauvegarde :

La Caisse des dépôts se réserve le droit d'appliquer la clause de sauvegarde si l'augmentation de prix est supérieure à 6 % par an, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra résilier sans indemnité la partie du marché restant à exécuter.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 – Avance

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'avance peut s'appliquer sur le montant forfaitaire du marché et/ou si les conditions sont réunies sur les bons de commande.

Une avance est accordée lorsque le montant forfaitaire ou pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante mille euros hors taxe (50.000 € HT) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant forfaitaire du marché ou du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze (12) mois ; si cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le Titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du marché ou du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au Titulaire de l'Accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Conformément à l'article R 2191-20 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Conformément à l'article 11.2 du C.C.A.G.-F.C.S, le montant de chacun d'eux est déterminé par le pouvoir adjudicateur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le Titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

8.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.5 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal (RIB, IBAN) ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Le détail des prix unitaires ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.-F.C.S ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement liés à l'accord-cadre ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.

Libellé de facturation :

Caisse des Dépôts et Consignations
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses
56 rue de Lille
75356 PARIS 07 SP

Facturation électronique :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par courrier postal seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1^{er} janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution du marché.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement. En cas de relance ou de demande de relevé, adresser votre requête à l'adresse suivante : DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr

Le mode opératoire est précisé ci-dessous :

PORTAIL SY – MODE OPERATOIRE

Comment accéder au service en ligne ?

- **Si vous êtes déjà utilisateurs du service SY**
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous en êtes informé dans votre espace fournisseur. Vos identifiants actuels sont immédiatement utilisables.
- **Si vous êtes nouvel utilisateur du service SY**
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous recevrez par messagerie vos identifiants de connexion. Vous pourrez administrer les droits d'autres utilisateurs, configurer votre compte utilisateur et déposer vos factures.

Comment utiliser la plateforme SY ?

Pour envoyer vos factures, vous disposez de **3** possibilités adaptées à vos besoins



1.

Envoyer vos factures au format PDF à l'adresse courriel dédiée qui vous sera communiquée à l'ouverture du service.



2.

Télécharger vos factures au format PDF sur la plateforme Sy.



3.

Saisir la facture en ligne directement ou à partir des informations du bon de commande.

Les informations à mentionner sur vos factures

- Une facture comporte un numéro unique de commande, obligatoire dans tous les cas ;
- Mentionnez votre compte bancaire sur la facture au format IBAN ;
- Veillez à mentionner le/les taux de TVA correspondant à votre situation et aux prestations fournies à la Caisse des Dépôts.
- Indiquez toujours une référence de facture et une référence de bon de commande sur les avoirs ;

Les règles à suivre pour transmettre vos factures

- Une commande peut faire l'objet d'un seul acompte sous réserve d'accord par la direction acheteuse
- Transmettez un PDF natif qui ne soit pas une image ou un scan ;
- Utilisez des mots clés explicites pour désigner le numéro de commande CAISSE DES DÉPÔTS (par exemple *commande CAISSE DES DÉPÔTS* : ou *votre référence* : ou *AFP* et également pour désigner vos coordonnées bancaires (par exemple *IBAN* :)
- Utilisez la messagerie collaborative intégrée pour échanger avec le service facturation fournisseurs de la Caisse des Dépôts
- Recommandation si vous intervenez en tant que sous-traitant : demandez au Titulaire du marché de signer électroniquement vos factures avant transmission sur le portail

Comment valider vos factures ?

- Lorsque vous envoyez/téléchargez vos factures au format PDF, celles-ci bénéficient d'une lecture automatisée. Il vous appartient ensuite de valider et signer électroniquement en ligne vos factures avant intégration par la Caisse des Dépôts.

Vous avez besoin d'assistance ?

- Consultez [l'aide en ligne](#) du Portail SY
- Votre question n'a pas trouvé de réponse et vous devez nous joindre, contactez : Assistance-SY@caissedesdepots.fr

Le Titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants admis au paiement direct) veille à respecter cette obligation à compter de la date qui lui est applicable selon les dispositions de cette ordonnance.

En cas de cotraitance :

- En cas de Groupement conjoint, chaque membre du Groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de Groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du Groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier toute demande de paiement qui comporterait des erreurs ou serait incomplète. Dans ce cas, il notifie au Titulaire la demande de paiement rectifiée.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) Titulaire(s), seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par le pouvoir adjudicateur ou toute autre personne habilitée par l'Accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le(s) Titulaire(s) ont droit, sans qu'il(s) ai(en)t à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande Publique.

8.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Le Titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du Groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

9 - Conditions d'exécution des prestations

9.1 - Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'Accord-cadre conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir au pouvoir adjudicateur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification de l'Accord-cadre. Sauf stipulation contraire de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu d'une obligation de résultat quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le pouvoir adjudicateur avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le Titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais au pouvoir adjudicateur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-cadre.

De même, il s'engage, à désigner un interlocuteur dédié responsable du Titulaire. Ceux-ci seront chargés du suivi global de l'exécution de l'accord-cadre qui leur est attribué.

Ces derniers seront les interlocuteurs uniques du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le Titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même responsable.

En cas d'indisponibilité temporaire ou permanente du responsable, ou d'un membre de l'équipe dédiée, le Titulaire s'engage à transmettre le nom du remplaçant au pouvoir adjudicateur sous un délai de cinq (5) jours calendaires. Le Titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à son remplacement pour assurer la continuité de la mission dans les mêmes conditions de délai et de qualité.

Le Titulaire affecte à l'exécution du marché, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification, d'expérience et de toutes les habilitations et autorisations nécessaires pour réaliser les prestations du marché, tant dans le domaine technique que fonctionnel, nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le Titulaire s'engage en outre à ce que ses équipes soient stables pendant la durée des prestations.

Cet engagement du Titulaire sur la compétence, et le nombre des intervenants ainsi que sur la stabilité des équipes est une obligation essentielle du marché sans laquelle le pouvoir adjudicateur n'aurait pas contracté.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants du Titulaire serait indisponible, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais le pouvoir adjudicateur, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

Plus généralement, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de réalisation des prestations ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prendra à ses frais toutes les mesures (telles que recrutement de ressources supplémentaires, mise en place d'une période de recouvrement, formations, etc.) permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations telles que décrites dans les documents contractuels faisant suite à un changement d'intervenant constituera un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Dans le cas où les intervenants du Titulaire sont amenés à travailler dans les locaux du pouvoir adjudicateur, ils devront respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra le pouvoir adjudicateur, ils demeurent néanmoins sous l'autorité hiérarchique du Titulaire.

Les intervenants du Titulaire pourront participer sur invitation du pouvoir adjudicateur à des réunions de travail concernant les prestations du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'exiger à tout moment le remplacement de toutes personnes participant à l'exécution des prestations, pour motifs légitimes. Le Titulaire déclare faire son affaire des litiges avec son personnel qui trouveraient leur source dans la décision de remplacement.

Il sera alors transféré au remplaçant la connaissance des informations nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire se porte garant du respect de ces dispositions par son personnel et par ses éventuels sous-traitants.

Le Titulaire est seul responsable de l'organisation de son personnel affecté à l'exécution de l'accord-cadre.

Formation du personnel

Le Titulaire assurera la formation du personnel chargé de réaliser les prestations.

Autres obligations particulières du Titulaire

Le Titulaire organise et exécute sa mission à ses frais, risques et périls, toutefois le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'interrompre aux torts du Titulaire une prestation exécutée dans des conditions contraires aux règles de sécurité.

En aucun cas le Titulaire ne pourra engager une dépense quelconque ou contracter avec un tiers au nom et pour le compte du Pouvoir Adjudicateur.

9.2 - Obligations du pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent Accord-cadre. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

9.3 - Confidentialité

On entend par « Information Confidentielle », toute information fixée sur un support physique ou non, mise à la disposition ou transmise par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire ou accessible à lui, sous quelque forme que ce soit, à l'occasion de la préparation ou de la réalisation des prestations objet du présent Marché. Les Informations Confidentielles incluent également toutes notes, analyses, synthèses, études, prévisions, interprétations ou tous autres documents qu'ils soient ou non élaborés par chacune des Parties, qui contiendraient, refléteraient ou seraient fondés intégralement ou en partie sur l'Information Confidentielle fournie dans le cadre du présent Marché.

A moins d'obtenir un accord préalable et écrit du Pouvoir adjudicateur, le Titulaire s'engage :

- (i) Sauf obligations légales ou réglementaires contraires, à garder confidentielles et à ne pas divulguer ou révéler les Informations Confidentielles à toutes personnes autres que ceux de ses

- personnels ou sous-traitants qui (i) participent directement et activement aux prestations objet du Marché et (ii) auront été informés du contenu et des obligations de la présente clause ;
- (ii) à ne pas utiliser les Informations Confidentielles à des fins autres que dans le cadre des prestations du Marché ; et
 - (iii) à protéger et maintenir la confidentialité des Informations Confidentielles en prenant des précautions au moins équivalentes à celles que le Titulaire prendrait pour protéger ses propres Informations Confidentielles.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de trente (30) années après l'expiration du marché pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières du marché :

Le Titulaire ne prendra aucune copie de documents, fichiers, informations, applications et plus généralement de tous éléments présents ou accessibles depuis les lieux/locaux où sont réalisées les prestations (à moins d'y avoir été préalablement autorisé), ne procédera à aucun enregistrement ou captation de sons ou d'images dans lesdits lieux/locaux, ni ne sollicitera directement ou indirectement des personnels sur place aux fins d'accéder ou de recueillir oralement des informations. Le cas échéant, le Titulaire ne gardera aucune copie des documents préparés, reçus ou manipulés, à l'occasion des prestations, ni de toute application, ni de tout fichier de sauvegarde, intermédiaires ou non, et les détruira en fin du marché, sous réserve d'une seule copie d'archive, uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires, et conservée dans des conditions strictes de confidentialité.

Le Titulaire sera relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation a été autorisée par écrit par le pouvoir adjudicateur ;
- que la loi ou la réglementation oblige à divulguer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par chacun de ses employés, ses filiales ou sous-traitants éventuels, ou tout autre cocontractant ayant participé à l'exécution des prestations, ou concouru à la réalisation des Livrables et des documents de travail (tant internes qu'externes), relatifs à l'exécution du marché, y compris en ce qui concerne les objectifs poursuivis par le pouvoir adjudicateur au titre du Marché, et ce, même après la cessation éventuelle de leurs fonctions au sein du Titulaire et/ou la fin de leurs missions de sous-traitance pour le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ou faire référence aux dénominations du pouvoir adjudicateur ni aux signes distinctifs protégés comme tels auxquels il aurait accès pendant l'exécution des prestations sauf accord exprès.

9.4 - Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informera régulièrement le représentant du Pouvoir Adjudicateur de l'avancement de la réalisation des prestations.

Le Titulaire est tenu, à l'égard du pouvoir adjudicateur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances du Pouvoir Adjudicateur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet de l'Accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité du Pouvoir Adjudicateur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- A alerter le Pouvoir Adjudicateur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par le pouvoir adjudicateur, dont le Titulaire a directement ou

indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre ;

- A contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par le Pouvoir Adjudicateur ou une personne désignée par le Pouvoir Adjudicateur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde le Pouvoir Adjudicateur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- A faire bénéficier le Pouvoir Adjudicateur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande du pouvoir adjudicateur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- A ne soumettre au Pouvoir Adjudicateur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent marché. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour le Pouvoir Adjudicateur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

9.5 - Force majeure

Les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombe en vertu du marché, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due, en cas de force majeure.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution du marché est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

9.6 - Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants au sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance désormais codifiée au code de la commande publique, pour

l'exécution de parties de l'Accord-cadre sous réserve d'en avoir préalablement informé le pouvoir adjudicateur, et, lorsque les tiers auquel le Titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'Accord-cadre.

En cas de recours à des tiers, le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard du pouvoir adjudicateur de l'exécution de l'Accord-cadre y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le Titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'Accord-cadre, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des documents contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'Accord-cadre, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée au Pouvoir Adjudicateur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (Formulaire Cerfa DC4).

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement au pouvoir adjudicateur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'Accord-cadre. Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'Accord-cadre sont rédigées en français. »

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve un droit de regard sur les personnes employées pour ces prestations et sur leurs qualifications.

9.7 - Travail dissimulé

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'Accord-cadre soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'Accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

9.8 - Protection des données à caractère personnel

S'agissant de la présente clause, qu'en fonction des réponses des candidats, s'il apparaît qu'ils opèrent des traitements de données personnelles en qualité de Sous-Traitant du Pouvoir Adjudicateur, il sera fait application, pour ces traitements de données personnelles, de la clause de sous-traitance ci-dessous (*) qui sera ajoutée en fin de clause et de l'annexe à laquelle elle renvoie (modèle joint).

Il en sera de même, par application du présent CCAP, si, en cours d'exécution du marché, il apparaît que le Titulaire opère des traitements de données personnelles en qualité de sous-traitant du Pouvoir Adjudicateur. La qualification de Sous-traitants pour ces services sera déterminée par le Pouvoir Adjudicateur sur la base d'une constatation objective de l'application des critères posés par la réglementation applicable, les lignes directrices du CEPD, la doctrine de la CNIL et la jurisprudence.

(*) Clause de sous-traitance :

« Nonobstant ce qui précède, le Titulaire opère des traitements de données à caractère personnel lors de la réalisation de certaines prestations qui lui sont attribués en vertu du Marché, en qualité de Sous-Traitant du Pouvoir Adjudicateur.

A ce titre, et pour ces opérations, le Titulaire s'engage à respecter les stipulations de l'annexe « Sous-traitance de traitement de données personnelles » jointe aux présentes qui liste les traitements concernés et fournit le cadre contractuel applicable entre le Pouvoir Adjudicateur, agissant comme responsable de traitement et le Titulaire agissant comme sous-traitant au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable ».

Il est précisé que les autres traitements de données éventuels continueront d'être régis par la clause initiale ci-dessous.]

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel (Les « Données Personnelles »), notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Le Titulaire détermine seule les finalités et moyens des traitements de Données Personnelles qu'il effectue dans le cadre de l'exécution du Marché, et à ce titre agit en tant que responsable de traitement. Par conséquent, le Titulaire fera son affaire personnelle du respect de ses obligations dans le cadre de la Réglementation Protection des Données Applicable, et en particulier :

(i) de l'information préalable des personnes concernées, du recueil de leur consentement si nécessaire et de la gestion de leurs droits d'accès, de rectification, d'opposition et à l'effacement de leurs Données Personnelles, à la limitation du traitement ainsi qu'au droit de décider du sort de leurs Données Personnelles après leur mort (en fonction de la réglementation applicable) ;

(ii) de la sécurité des Données Personnelles notamment en adoptant des mesures techniques et organisationnelles appropriées au regard des caractéristiques du traitement, précises, détaillées et documentées pour protéger les Données Personnelles contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, aux Données Personnelles, mais également pour en assurer la disponibilité selon la Réglementation Protection des Données Applicable.

Le Titulaire s'engage à ne traiter les Données Personnelles que pour les besoins stricts de l'exécution du Marché, ou pour toute autre finalité ultérieure qui serait compatible avec les finalités initiales de traitement de ces Données Personnelles, au regard du Marché.

9.10 – Clause environnementale

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le Titulaire veille également à respecter et préserver le bien-être de ses salariés et met tout en œuvre pour réduire la pénibilité de leur travail.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental suivants :

- Tous les documents livrables éventuels devront être mis à disposition au format dématérialisé (format .xls, .pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent) ;
- Les véhicules utilisés dans le cadre des prestations devront être le plus respectueux possible de l'environnement. Le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermique) conformes aux normes en vigueur.

A défaut, les véhicules utilisés respectent au minimum les prescriptions des normes :

- Pour les véhicules voitures et utilitaires légers : EURO 5 ;
- Pour les véhicules lourds : EURO VI ;
- Pour les véhicules deux roues : Euro 4.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le Titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander en cours d'exécution du marché une copie des cartes grises des véhicules utilisés et d'effectuer des contrôles aléatoires lors de la présence des véhicules sur l'un des sites d'exécution de la prestation objet du marché.

- Les produits de nettoyage utilisés doivent impérativement répondre aux critères suivants :
 - Certification Écologique : Tous les produits de nettoyage doivent être certifiés par un label écologique reconnu, tel que l'Ecolabel Européen, NF Environnement, ou équivalent. Les certificats correspondants doivent être fournis à la Caisse des Dépôts.
 - Biodégradabilité : Les produits doivent être entièrement biodégradables, garantissant un impact minimal sur l'environnement en cas de rejet.
 - Absence de Substances Nocives : Les produits ne doivent contenir ni substances toxiques, ni composés organiques volatils (COV) en concentrations dangereuses, ni phosphates, ni autres agents chimiques susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé des utilisateurs.

Le Titulaire s'engage à :

- Utiliser des emballages réutilisables ou recyclables : Les produits de nettoyage doivent être fournis dans des emballages qui peuvent être réutilisés ou recyclés.
- Limiter les emballages : Réduire au maximum l'utilisation d'emballages superflus et privilégier les formats en vrac lorsque cela est possible.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

Des vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées conformément aux articles 27 et 28.2 du C.C.A.G.-F.C.S dans un délai de 30 jours à compter de la date la dernière intervention du Prestataire soit dans le cadre de ses prestations forfaitaires soit dans le cadre des prestations exceptionnelles issues du BPU.

Le point de départ du délai est la date de réalisation de la dernière prestation prévues soit dans le cadre du forfait soit dans le cadre des prestations exceptionnelles.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S. Par dérogation à l'article 27.3. du C.C.A.G.-F.C.S, l'information du Titulaire et sa présence aux opérations de vérification ne sont pas nécessaires.

11 - Responsabilités

Le Titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

D'un commun accord, les parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des dommages directs causés au Pouvoir Adjudicateur du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles, frais de remplacement de matériels ou de logiciels, l'atteinte à la renommée du pouvoir adjudicateur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données du pouvoir adjudicateur étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du Titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, le Pouvoir Adjudicateur sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire dans le cadre du présent Accord-cadre.

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

Le Titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

12 - Pénalités

12.1 Conditions générales d'application des pénalités

Sauf stipulation contraire, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions suivantes.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S, toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, au moment où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par le Pouvoir Adjudicateur conformément aux stipulations contractuelles (article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S), force majeure ou en application de l'article 21.5 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les pénalités peuvent être cumulées. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rectifier les factures du prestataire pour y intégrer les pénalités applicables.

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation du Pouvoir Adjudicateur à appliquer les pénalités.

Nonobstant l'application des pénalités, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

12.2 Pénalités pour retard et non-respect des prescriptions du DCE

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S, dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur constaterait des retards pouvant remettre en cause la bonne exécution du marché ; et que ces retards soient dus à une insuffisance de moyens ou carence des équipes du Titulaire, des pénalités de retard seront appliquées.

Le Titulaire encourt également des pénalités lorsqu'il ne respecte pas les prescriptions du CCTP.

Le Pouvoir Adjudicateur retiendra sur ses paiements au Titulaire les pénalités dues.

| Prestations concernées | Pénalités (€ HT) |
|---|-------------------------------|
| Non-communication de la liste à jour de l'identité du personnel intervenant sur chaque site dans les délais fixés au CCTP | 50 € par jour ouvré de retard |

| | |
|--|---|
| Retard sur site et non-respect des horaires indiqués dans la liste nominative. | 50 € par fait constaté et par site |
| Non-respect des plages horaires de nettoyage | 50 € par fait constaté |
| Non-remplacement d'un agent suite au retrait demandé par la CAISSE DES DÉPOTS ou non-remplacement d'un agent suite à son départ dans les délais maximum renseignés dans le CCTP | 100 € par jour ouvré de retard |
| Non-remplacement d'un absent sur site au-delà du délai indiqué dans l'offre technique du Titulaire | 100 € par jour ouvré de retard |
| Non-respect du délai de 24h00 pour prévenir la CAISSE DES DÉPOTS de l'absence d'un agent | 50 € par fait constaté |
| Non-respect des jours d'évacuation des déchets en fonction du flux (papiers/cartons, plastique/canettes, verre, DIB). | 30 € par fait constaté et par site |
| Rupture d'approvisionnement ou non-conformité des produits d'entretien ou des matériels conformément à la liste établie par le candidat | 50 € par fait constaté et par site + 30 € par jour ouvré de persistance |
| Absence de transmission des documents exigés dans le CCTP (calendrier prévisionnel des prestations, rapports de contrôle, rapports de présence, plan de prévention, fiches de données sécurités, fiche méthode...) | 20 € par fait constaté + 15 € par jour ouvré de persistance et par document |
| Non-signalement de la perte d'un badge général | 1 000 € par fait constaté et par site |
| Non-signalement de la perte d'une clé de bureau | 500 € par fait constaté et par site |
| Non-signalement de la perte d'un badge simple d'accès | 20 € par fait constaté et par site |
| Non-respect du délai de mise en œuvre d'actions correctives suite au constat d'un résultat insuffisant lors du contrôle contradictoire | 200 € par jour ouvré de retard et par site |
| Non-respect du délai de mise en œuvre des actions correctives suite au signalement de la CAISSE DES DÉPOTS | 50 € par jour ouvré de retard et par site |
| Non-port de la tenue vestimentaire des agents de propreté, ou tenue négligée et/ou sale et/ou ne permettant pas de les identifier | 50 € par fait constaté + 30 € par jour ouvré de persistance |
| Non-respect des consignes de tri en place sur le site (par exemple mélange de flux) | 100 € par fait constaté + 50 € par jour ouvré de persistance |
| Utilisation de produits non conformes à la liste des produits fournie pour l'exécution du marché | 100 € par fait constaté + 50 € par jour ouvré de persistance |
| Retard dans la transmission des informations concernant la liste du personnel à reprendre | 200 € par fait constaté + 50 € par jour ouvré de persistance |
| Retard dans la transmission du bilan carbone annuel de la prestation | 100 € par fait constaté |
| Non-respect des éléments fixés au CCTP autres que ceux qui ont pu être évoqués ci-dessus jusqu'à la mise en conformité | 20 € par jour ouvré de non-conformité |

En cas de retards consécutifs ou de dysfonctionnement répété dans l'exécution des prestations, la Caisse Des Dépôts, se réserve le droit de résilier le marché aux torts du Titulaire et de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer l'exécution des opérations en cours jusqu'à leur achèvement, et ce aux frais et risques du Titulaire retenu sauf cas de force majeure.

12.5 - Pénalité pour travail dissimulé

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 10 % du montant TTC du dernier bon de commande attribué au Titulaire concerné et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5, soit 225.000 euros ou 375.000 euros en cas d'emploi d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du C.C.A.G.-F.C.S, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution du marché avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord du pouvoir adjudicateur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CAISSE DES DÉPOTS pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'Accord-cadre, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14 - Clause de réexamen

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, les évolutions des prestations liées à l'application d'actions correctives prises dans le cadre du suivi d'exécution du contrat feront l'objet d'un avenant au marché.

Les évolutions concerneront notamment :

- L'adresse et le lieu de réalisation de la prestation
- La configuration du lieu de réalisation de la prestation (modifications de l'agencement, agrandissement ou rétrécissement de la surface, modification de la nature des sols ou des cloisons...)
- Nature des produits utilisés et matériels déployés ;
- Références des consommables sanitaires (ajout, suppression, remplacement)
- Effectif dédié à la prestation ;
- Fréquences de réalisation des prestations ;
- Nature du prix (forfaitaire ou unitaire) et son montant (à la baisse) ;
- Modalités de reporting, de pilotage et de suivi de la prestation.

Il est rappelé que le Titulaire doit signifier toute différence avec les éléments mentionnés dans les annexes au CCTP (notamment surface des sites) au cours de la période de pré-exploitation.

Ces modifications, quelles que soient leur ampleur, et dès lors qu'elles sont liées à l'application du plan de progrès, sont réputées être prévues conformément à l'article L2194-1 1° du Code de la commande publique.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'Accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'Accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, l'Accord-cadre sera résilié aux torts du Titulaire.

Les conditions de résiliation applicables au présent accord-cadre sont les suivantes :

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 45 du C.C.A.G.-FCS- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

Outre les cas visés à l'article 41 du C.C.A.G.-FCS, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- en cas d'atteinte du plafond de pénalité suivant : 5 000 €HT toutes pénalités confondues. Ce plafond, n'interdit pas de résilier le marché selon les dispositions de l'article 41.1 c) du C.C.A.G.-FCS même si celui-ci n'est pas atteint.
- en cas de décision de rejet des prestations prise par le Pouvoir Adjudicateur ;
- en cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents.

Dans ces trois cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

Par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire correspondant à 3% du montant initial hors TVA cumulé des bons de commande émis en exécution de l'accord-cadre diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire de l'Accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Pouvoir Adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'Accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'Accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'Accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Le présent Accord-cadre est soumis au droit français.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CAISSE DES DÉPOTS est le : FR 77 180 020 026.

17 - Clauses complémentaires

17.1 - Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CAISSE DES DÉPOTS à la LCB-FT

Le Pouvoir Adjudicateur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT). La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire de l'Accord-cadre est informé que le pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumise à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, le pouvoir adjudicateur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

17.2 - Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CAISSE DES DÉPOTS pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le Titulaire de l'Accord-cadre produira ainsi **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre** :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- 2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :
- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2° du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

17.3 - Changement de circonstances

Il est convenu que, pendant toute la durée de l'Accord-cadre, le Titulaire fera son affaire à ses frais de tout changement des dispositions législatives ou réglementaires ou des normes de place qui pourrait entraîner une évolution des conditions techniques d'exécution des prestations ou des services.

Toutefois, dans l'hypothèse où de la législation ou de la réglementation applicable aux activités objet de l'Accord-cadre aurait pour effet, en raison de sa nature ou de son étendue, de bouleverser significativement et sur une durée conséquente l'équilibre économique du marché, les parties conviennent de se rencontrer, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles, afin d'examiner de bonne foi les modifications qui peuvent être apportées aux prix pratiqués par le Titulaire, sans obligation pour le pouvoir adjudicateur d'accepter une quelconque révision des conditions de prix, et ceci sans préjudice de l'obligation pour le pouvoir adjudicateur de poursuivre l'exécution de ses obligations au titre de l'Accord-cadre dans l'attente d'un éventuel accord des parties sur les mesures susceptibles d'être adoptées.

17.4 - Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie du Pouvoir Adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer au Pouvoir Adjudicateur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents du Pouvoir Adjudicateur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CAISSE DES DÉPOTS. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

17.5 - Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

Le Pouvoir Adjudicateur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation. Dans le cadre de l'exécution du Marché, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujéti.

17.6 – Sécurité informatique

17.6.1 Sécurité des accès à la Plateforme

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à autrui les Identifiants de connexion de ses Utilisateurs et est seul responsable de la préservation de leur confidentialité et, partant, des conséquences d'une divulgation involontaire à quiconque. Ce titre, il se porte-fort du respect par ses Utilisateurs de la présente obligation de non-divulgaration et de confidentialité et de la gestion des habilitations de ses Utilisateurs et des moyens informatiques permettant l'accès à la Plateforme.

17.6.2 Infection des livrables par un Programme Malveillant

Le Titulaire s'engage à fournir des Livrables exempts de tout dispositif de Programme Malveillant.

Avant toute livraison de supports, le Titulaire s'engage à procéder à une détection de Programme Malveillant au moyen d'outils de détection et d'éradication intégrant des fonctionnalités reconnues sur le marché dans leur dernière version disponible au moment de la livraison.

Si, à l'issue de ce contrôle, il s'avérait que la procédure de détection de Programme Malveillant mise en œuvre par le Titulaire était inopérante, l'Acheteur notifiera par téléphone ou par courrier postal ou électronique au Titulaire qu'un Programme Malveillant a été détecté, et ce dans les plus brefs délais.

En réponse à cette notification, le Titulaire livrera dans les meilleurs délais et à titre gracieux, des supports de remplacement, exempts de Programme Malveillant.

17.6.3 Infection du système d'information par un Programme Malveillant

Le Titulaire s'engage à n'introduire aucun Programme Malveillant dans le Système d'information de l'Acheteur, de quelque autre façon que ce soit et en particulier lors de l'utilisation par le Titulaire de la Plateforme. Le Titulaire se porte-fort du respect de cette obligation par ses Utilisateurs.

En cas d'introduction d'un Programme Malveillant dans le système d'information de l'Acheteur, le Titulaire et l'Acheteur conviennent de collaborer afin d'en déterminer l'origine d'un commun accord et d'en éradiquer les conséquences.

S'il s'avérait que l'introduction du Programme Malveillant est imputable au seul Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais de diagnostic et de remise en état.

S'il s'avérait que l'introduction du Programme Malveillant est imputable au Titulaire, celui-ci prendra à sa charge les frais de diagnostic et de remise en état.

17.6.4 Modalités de traitement des Incidents de Sécurité

Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur, dans un délai de 72 heures à compter de sa survenance tout Incident de Sécurité impactant la Plateforme et affectant les systèmes d'information de l'Acheteur comme du Titulaire, mis en œuvre dans le cadre du Marché, notamment les cas d'indisponibilité de la Plateforme, les infections par des Programmes Malveillants, l'accès et les modifications non autorisées, l'exploitation avérée ou supposée de vulnérabilités de sécurité.

Le Titulaire documente tout Incident de Sécurité, en indiquant les faits concernant l'Incident de Sécurité, les types de Données concernées, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Le Titulaire s'engage à communiquer les informations dont il dispose dès qu'il a connaissance d'un Incident de Sécurité et les complète au fur et à mesure de son analyse de l'Incident de Sécurité. Le Titulaire répond aux demandes d'informations complémentaires de l'Acheteur concernant l'Incident de Sécurité dans les meilleurs délais.

Les notifications d'Incident de Sécurité par le Titulaire sont à communiquer simultanément :

- aux contacts de l'Acheteur en charge de la relation contractuelle ;
- aux contacts métier/MOA de l'Acheteur avec lequel le Titulaire est en relation dans le cadre du Marché ;
- au CERT du Groupe Caisse des Dépôts, l'équipe opérationnelle chargée de gérer les Incidents de Sécurité pouvant impacter le groupe, via cert@caissedesdepots.fr.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre un processus d'identification/traitement des Incidents de Sécurité. Le Titulaire garantit que ses sous-traitants, préposés ou agents n'exploitent aucunement les vulnérabilités de sécurité (sauf autorisation préalable et écrite de l'Acheteur).

17.7 – Restitutions des données et cessation d'usage de la Plateforme

Au terme de l'exécution du Marché, quelle qu'en soit la cause en ce compris la résiliation du Marché en cours, le Titulaire s'engage à la demande de l'Acheteur à restituer (au plus tard, deux (2) mois avant la fin du Marché) puis à détruire l'ensemble des données de l'Acheteur en sa possession et/ou ayant fait l'objet d'un stockage par le Titulaire. Cette restitution s'opérera, aux frais du Titulaire dans les conditions et selon le format définis par l'Acheteur au moment de la cessation du marché.

Le Titulaire s'engage à ne conserver aucune Donnée sauf accord préalable de l'Acheteur. La demande de conservation de données issues du Marché, formulée par le Titulaire à l'Acheteur, devra être justifiée et devra préciser la nature des données concernées. La destruction des données sera attestée par la rédaction d'un procès-verbal de destruction. L'Acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ces obligations.

L'Acheteur collaborera activement avec le Titulaire afin de faciliter la récupération des données et le cas échéant la transmission des données à un autre prestataire.

Le Titulaire fera en sorte que l'Acheteur puisse poursuivre l'exploitation des données, sans rupture, directement ou avec l'assistance d'un autre prestataire.

Au terme de l'exécution du Marché, le Titulaire devra également cesser l'usage de la Plateforme et restituer, le cas échéant, tout élément en permettant l'accès qui serait indiqué par l'Acheteur. Le Titulaire se porte-fort du respect de cette obligation par ses Utilisateurs.

18 - Dérogations

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 déroge aux articles 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S
- L'article 4.2 déroge à l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S
- L'article 9.8 déroge à l'article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S
- L'article 10 déroge à l'article 27.3 du C.C.A.G.-F.C.S
- L'article 12.1 et 12.2 dérogent à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S
- L'article 15.1 déroge à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S

ANNEXE-TYPE
Traitement des Données Personnelles

[Conformément au règlement de consultation et à l'article 9.8 du CCAP, s'il apparaît, soit en cours de procédure en fonction de la réponse des candidats, soit en cours d'exécution du marché, que le Titulaire opère des traitements de données personnelles en qualité de Sous-Traitant du Pouvoir Adjudicateur, il sera fait application, pour ces traitements de données personnelles, de la clause de sous-traitance prévue au CCAP et de la présente annexe à laquelle elle renvoie. La présente annexe est donc jointe au CCAP à titre de modèle et sera complétée le cas échéant si la qualification de Sous-Traitant est retenue.]

Chaque Partie doit en tout temps respecter la Règlementation Données qui lui est applicable et mettre l'autre Partie en situation de respecter ses propres obligations.

A ce titre, chaque Partie s'engage notamment à mettre en œuvre, à ses frais, les obligations décrites dans la présente annexe et à les faire respecter par quiconque à qui elle donne accès à tout ou partie des Données Personnelles.

Article 1. Définitions spécifiques

Pour les besoins de la présente annexe, les Parties conviennent des définitions spécifiques suivantes :

| | |
|----------------------------|---|
| « Pouvoir Adjudicateur » | désigne [indiquer le Pouvoir Adjudicateur ou le Membre du Groupement d'achat responsable de traitement- une annexe par membre concerné] |
| « Marché » | désigne le Marché conclu entre le Pouvoir Adjudicateur et le Prestataire titulaire du marché n° dont la présente annexe fait partie intégrante. |
| « Donnée Personnelle » | désigne toute information se rapportant à une Personne identifiée ou identifiable. Est réputé identifiable la Personne qui peut être identifiée directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité. |
| « EEE » | désigne l'Espace Economique Européen comprenant, à la date du Marché, l'Union européenne, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein. |
| « Garanties Appropriées » | désigne les garanties appropriées prises pour préserver la sécurité et la confidentialité des Données Personnelles Transférées hors de l'EEE, dans un pays dont la législation n'a pas été reconnue adéquate par les autorités européennes, dans les conditions prévues par la Règlementation Données. |
| « Règlementation Données » | désigne la réglementation applicable au Pouvoir Adjudicateur en matière d'utilisation de Données Personnelles, et en particulier la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou à la remplacer, et, le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. |
| « Personne » | désigne toute personne physique (client, salarié, prestataire, fournisseur...) dont les Données Personnelles sont susceptibles de faire l'objet d'un Traitement dans le cadre du Marché. |

| | | |
|---------------------------------|----|--|
| « Prestataire » | | désigne le Titulaire du marché. |
| « Responsable Traitement » | du | désigne la Partie qui détermine, seule ou conjointement avec un autre Responsable de Traitement, les finalités et les moyens d'un Traitement, dont il peut être amené à confier la réalisation en tout ou partie à un ou plusieurs Sous-Traitants. |
| « Sous-Traitant » | | désigne toute personne physique ou morale amenée à Traiter des Données Personnelles pour le compte d'un Responsable du Traitement. |
| « Sous-Traitant Ulérieur » | | désigne la personne physique ou morale à laquelle le Sous-traitant a confié des activités de Traitements dans le cadre de l'exécution des prestations, objets du Marché. |
| « Traitement » « Traiter » | ou | désigne le fait de réaliser toute opération ou série d'opérations portant sur des Données Personnelles, telle que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, le stockage, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction, indépendamment du fait que cette opération est réalisée automatiquement ou pas. |
| « Transfert » « Transférer » | ou | désigne le fait de transférer des Données Personnelles ou d'y donner accès, y compris par simple mise à disposition, depuis le territoire d'un pays de l'EEE vers un pays situé hors de l'EEE. |

Article 2. Autorisation de Traitement

2.1 Dans le cadre de l'exécution des prestations prévues au Marché, le Prestataire peut, pendant toute la durée du Marché et jusqu'à l'expiration des durées définies par le Pouvoir Adjudicateur, avoir accès aux Données Personnelles pour le compte du Pouvoir Adjudicateur, dans le cadre décrit ci-dessous :

| | |
|--|---------------|
| Finalités des Traitements mis en œuvre par le Prestataire | [A compléter] |
| Catégories de Données Personnelles Traitées par le Prestataire | [A compléter] |
| Catégories de Personnes | [A compléter] |
| Durée de conservation | [A compléter] |

Dans ce cadre, le Prestataire agit en qualité de Sous-Traitant du Pouvoir Adjudicateur ; il reconnaît ne disposer d'aucun droit sur les Données Personnelles qu'il Traite pour le compte du Pouvoir Adjudicateur.

2.2 Le Prestataire s'engage à se conformer aux instructions écrites du Pouvoir Adjudicateur s'agissant de l'utilisation qui peut être faite des Données Personnelles.

Lesdites instructions sont documentées dans le CCTP et en cours d'exécution du marché dans le cadre du comité de suivi ou de pilotage si le marché le prévoit- ou dans le cadre de réunions ou d'échanges de courriers/courriels ad hoc. Dans cette hypothèse, le Prestataire reconnaît que les procès-verbaux ou comptes-rendus des comités/réunions/échanges intégrant les instructions documentées de l'Acheteur feront foi entre les Parties.

Le Prestataire s'interdit donc en particulier de réaliser tout Traitement utilisant les Données Personnelles, qui ne serait pas expressément demandé par le Pouvoir Adjudicateur dans le cadre d'une instruction documentée.

2.3 Le Prestataire informera immédiatement le Pouvoir Adjudicateur si, selon lui, une de ses instructions est susceptible de constituer une violation de la Réglementation Données.

En outre, s'il est tenu de procéder à un Transfert en vertu du droit de l'Union européenne ou du droit de l'un des pays européens auquel il est soumis, il informera le Pouvoir Adjudicateur de cette obligation juridique avant le Traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Article 3. Mesures de sécurité

3.1 Le Prestataire s'engage à mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées, précises, détaillées et documentées pour protéger les Données Personnelles contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, aux Données Personnelles, mais également pour en assurer la disponibilité et l'intégrité.

Le Prestataire s'engage à mettre sa politique de sécurité à la disposition du Pouvoir Adjudicateur ainsi que toute norme ou certification (SecNumCloud) nécessaire au regard de la sensibilité des Données Personnelles traitées, avec la description des contrôles de sécurité existants pour les Traitements, ainsi que toute autre information relative à la sécurité des Données Personnelles.

La liste des mesures techniques et organisationnelles être décrites ci-après et doit être impérativement complétée par le Prestataire.

3.2 Afin de garantir un niveau de sécurité adapté, le Prestataire mettra notamment en œuvre, en tenant compte des risques pour la sécurité des Données Personnelles et pour la vie privée des Personnes, les mesures techniques et organisationnelles appropriées telles que :

- (i) la pseudonymisation et le chiffrement des Données Personnelles et/ou des supports ;
- (ii) des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de Traitement ;
- (iii) des moyens permettant de rétablir la disponibilité des Données Personnelles et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- (iv) une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du Traitement.

Les Mesures Techniques et Organisationnelles peuvent évoluer en fonction de l'évolution technologique, en particulier dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information. Ainsi, le Prestataire s'engage à faire évoluer ces mesures de sécurité dans le but d'améliorer les conditions de sécurité dès lors qu'elles demeurent conformes à la Réglementation, qu'elles soient réalisées sans coûts pour le Pouvoir Adjudicateur et que le fonctionnement et la sécurité des Services ne soient pas dégradés.

Aucune évolution ne pourra conduire à une régression du niveau de sécurité ni du niveau de la qualité des Services. Le Prestataire s'engage à notifier le Pouvoir Adjudicateur, sans délai, de toute modification desdites mesures.

3.3 Le Prestataire est informé que la sécurité des Données Personnelles auxquelles il a accès est d'une importance cruciale pour le Pouvoir Adjudicateur. Le Prestataire déclare être en mesure de garantir un niveau de sécurité adapté afin d'assurer la protection des Données Personnelles dans le cadre d'une obligation de résultat.

Article 4. Confidentialité

4.1 Sans préjudice de l'article 5.14 du CCAP « Obligations de confidentialité », le Prestataire respectera les obligations de confidentialité suivantes :

- (i) ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations comportant des Données Personnelles ou des Données Personnelles elles-mêmes, à l'exception de celles strictement nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du Marché ;
- (ii) ne pas utiliser les documents et Données Personnelles à des fins autres que celles spécifiées au Marché ;
- (iii) ne pas divulguer ces documents ou Données Personnelles à des tiers non autorisés, y compris au sein du groupe de sociétés auquel il appartient.

4.2 Le Prestataire s'engage à soumettre son personnel autorisé à Traiter les Données Personnelles :

- (i) à un devoir de confidentialité et à en assurer le respect, au besoin au moyen de sanctions disciplinaires ;
- (ii) à des formations spécifiques en matière de protection des Données Personnelles.

De manière générale, le Prestataire devra intégrer la protection de la vie privée dans la conception et tout au long de la fourniture de ses services.

Article 5. Notification des Violations de Données Personnelles

5.1 En cas de violation de Données Personnelles de nature à affecter la sécurité des Données Personnelles (même si le risque ne s'est pas encore réalisé), le Prestataire s'engage à :

- (i) en notifier par écrit l'existence au Pouvoir Adjudicateur, immédiatement et au plus tard 24 heures après sa survenance ;
- (ii) procéder aux investigations permettant de fournir par écrit, au fur et à mesure de leur réalisation, au Pouvoir Adjudicateur toute information utile sur la nature et l'étendue des Données Personnelles éventuellement déjà touchées et les mesures correctrices prises ou envisagées ;
- (iii) mettre immédiatement en place les mesures correctrices pour empêcher qu'une telle violation puisse perdurer et/ou se reproduire et réparer les conséquences dommageables.

Les notifications relatives aux violations de Données Personnelles seront transmises au Pouvoir Adjudicateur par écrit à l'adresse : dpo@caissedesdepots.fr en termes clairs et simples.

Dans la mesure où une telle violation de Données Personnelles est causée par un manquement du Prestataire, le Prestataire s'engage à mettre en œuvre, sans surcoût pour le Pouvoir Adjudicateur les mesures correctrices nécessaires, sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus au Pouvoir Adjudicateur.

Article 6. Sous-traitance ultérieure et cession de droits et obligations

6.1 Sans préjudice de l'article 5.17 du CCAP « Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution du Marché », le Prestataire s'engage à ne pas sous-traiter le Traitement de Données Personnelles à un tiers, y compris s'il appartient au groupe de sociétés dont il fait partie sans l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur.

Lorsque le Prestataire choisit de confier une partie des Traitements à un Sous-traitant Ulérieur, il sollicite l'autorisation préalable écrite et spécifique du Pouvoir Adjudicateur.

Dans une telle hypothèse, le Prestataire sera alors tenu de s'assurer par Marché que de tels tiers présentent des garanties de sécurité et sont soumis à des obligations au moins aussi contraignantes

que celles qui sont applicables en vertu du Marché et notamment de la présente annexe, étant précisé que les contrats liant le Prestataire au Sous-traitant Ulérieur doivent également être conclus dans le respect de la Règlementation Données applicable.

Le Prestataire déclare et garantit qu'une partie des Services peut être effectuée, en toute sécurité, par ceux des Sous-Traitants Ulérieurs identifiés dans le questionnaire SaaS « Liste des Sous-Traitants Ulérieurs » du présent Marché.

L'acceptation de cette liste vaut acceptation s'agissant des Sous-traitants Ulérieurs listés à la date de sa signature, à condition que la présente annexe renseigne les activités du Traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du Sous-Traitant Ulérieur ainsi que les dates du contrat de sous-traitance concerné et les garanties de sécurité.

En cas de changement dans la liste susvisée, de suppression ou de choix d'un nouveau Sous-Traitant Ulérieur intervenant sur le Traitement, le Prestataire devra nécessairement obtenir l'autorisation spécifique et préalable du Pouvoir Adjudicateur pour les nouveaux Sous-Traitants Ulérieurs.

A cette fin :

- le Prestataire notifiera par écrit au Pouvoir Adjudicateur en amont au moins trois (3) mois avant la date envisagée de démarrage des prestations du Sous-Traitant Ulérieur envisagé la mise à jour de la liste. Cette notification devra indiquer les activités du Traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du Sous-Traitant Ulérieur ainsi que les dates du contrat de sous-traitance concerné ;
- L'Acheteur aura dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la notification pour formuler une objection à cette modification de la liste ;
- Le Prestataire s'engage dans un délai de trente (30) jours à compter de l'objection du Pouvoir Adjudicateur à présenter un nouveau Sous-Traitant Ulérieur, à renoncer au Sous-Traitant Ulérieur envisagé ou à présenter une modification des prestations permettant d'éviter le recours au Sous-Traitant Ulérieur objecté par le Pouvoir Adjudicateur, une telle modification ne pouvant avoir pour effet d'augmenter les prix des prestations ou d'en diminuer la qualité.

6.2 En tout état de cause, le Prestataire demeure pleinement responsable envers le Pouvoir Adjudicateur de tout manquement commis par tout Sous-Traitant Ulérieur auquel il aurait confié l'exécution de tout ou partie du Traitement des Données Personnelles.

6.3 Le Prestataire s'interdit de procéder à une cession de ses droits et/ou obligations impliquant une transmission ou un accès aux Données Personnelles à un tiers, sans l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur.

Article 7. Transfert de Données Personnelles hors EEE

7.1 Le Prestataire s'engage à ce que pendant toute la durée du Contrat, les Données soient hébergées et traitées au sein de *datacenters* situés en priorité sur le territoire français et, en tout état de cause, sur le territoire de l'Union Européenne.

7.2 Sans préjudice de l'article 6, le Prestataire s'interdit, dans le cadre d'une obligation de résultat, de procéder à tout Transfert sans avoir sollicité et obtenu l'accord préalable écrit du Pouvoir Adjudicateur, afin de lui permettre d'analyser l'opportunité d'un tel Transfert, d'examiner les Garanties Appropriées que le Prestataire propose de mettre en place, et, le cas échéant, d'accomplir les formalités applicables.

Le Pouvoir Adjudicateur

7.3 Aucun Transfert ne saurait en tout état de cause être autorisé par le Pouvoir Adjudicateur à défaut de mise en place des Garanties appropriées.

Article 8. Obligation de coopération du Prestataire

8.1 Le Prestataire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire au Pouvoir Adjudicateur afin de lui permettre de respecter toutes ses obligations en vertu de la Règlementation Données, notamment pour lui permettre de réaliser les analyses et autres consultations requises ou encore pour permettre aux Personnes d'exercer leurs droits sur leurs Données Personnelles. Dans ce dernier cas, si le Prestataire reçoit directement des demandes de Personnes, il s'engage à les transmettre au Pouvoir Adjudicateur sans délai à l'adresse suivante : mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr

Excepté pour les données à caractère personnel dont il est Responsable du traitement, le Prestataire s'interdit de répondre à toute Demande d'une personne concernée sans l'accord écrit et préalable du Pouvoir Adjudicateur, sauf pour confirmer à l'intéressé que la demande concerne bien le Pouvoir Adjudicateur et qu'elle doit lui être adressée.

Le Prestataire met en œuvre toutes les mesures techniquement nécessaires pour assurer l'interopérabilité des Données Personnelles afin que les personnes concernées puissent exercer leur droit à la portabilité si ce droit leur est reconnu dans les conditions prévues par la Règlementation.

8.2 Le Prestataire s'engage également à coopérer avec l'autorité de contrôle compétente, ce qu'il s'oblige à ne faire qu'après concertation avec le Pouvoir Adjudicateur.

A ce titre, le Prestataire s'engage :

- Dans le cas où le contrôle mené chez le Prestataire concernerait les Traitements mis en œuvre pour le compte du Pouvoir Adjudicateur, le Prestataire s'engage à en informer immédiatement le Pouvoir Adjudicateur et à ne prendre aucun engagement pour lui ;
- En cas de contrôle par une autorité compétente chez le Pouvoir Adjudicateur portant notamment sur les prestations fournies par le Prestataire, ce dernier s'engage à coopérer avec le Pouvoir Adjudicateur et à lui fournir toute information dont il pourrait avoir besoin ou qui s'avérerait nécessaire.
- Dans le cas où le contrôle ne concernerait que les traitements mis en œuvre par le Prestataire en sa qualité de Responsable du traitement, le Prestataire fera son affaire du contrôle ;

8.3 Le Prestataire tiendra à disposition du Pouvoir Adjudicateur et lui communiquera à première demande toutes les preuves du respect de ses obligations en vertu de la Règlementation Données, et en particulier, au plus tard à compter de l'entrée en application de cette obligation, une copie du registre de toutes les catégories d'activités de Traitement effectuées pour le compte du Pouvoir Adjudicateur.

8.4 Afin de permettre au Pouvoir Adjudicateur de s'assurer du respect de ses obligations au titre de la présente annexe, le Prestataire :

- (i) effectuera au moins une fois par an, au plus tard à la date anniversaire du Marché, un audit de ses systèmes d'information et remettra au Pouvoir Adjudicateur un rapport écrit de cet audit ;
- (ii) permettra au Pouvoir Adjudicateur d'organiser tout audit de ses systèmes d'information et de ses procédures, sous réserve d'en avoir été informé avec un préavis d'au moins 48 heures.

8.5 Si un des rapports d'audit effectué laisse apparaître un ou des manquements du Prestataire à l'une de ses obligations en vertu de la présente annexe, le Pouvoir Adjudicateur pourra, à son choix, demander au Prestataire de mettre immédiatement en place les mesures correctrices pour réparer son ou ses manquement(s) et en réparer les conséquences dommageables, ou résilier le Marché de plein droit dans les conditions prévues à l'article 11.2.

Article 9. Durée de conservation / Reversibilité

9.1 Si le Prestataire est amené à stocker les Données Personnelles, il s'engage à appliquer les durées de conservation et d'accès déterminées par le Pouvoir Adjudicateur.

9.2 A l'issue des durées définies, mais également à la fin du Marché, le Prestataire s'engage à procéder, au choix du Pouvoir Adjudicateur, à la destruction de tous fichiers comportant des Données Personnelles ou à restituer intégralement tout support comportant de telles Données Personnelles et à n'en conserver aucune copie ou original.

Par ailleurs, Le Prestataire s'engage, pendant toute la durée du Marché, comme à son échéance, et ce, quelle que soit la cause de cessation du Marché, y compris en cas de résiliation partielle, à prendre toutes dispositions utiles et/ou à apporter au Pouvoir Adjudicateur son concours pour permettre à ce dernier, à sa demande, de récupérer l'intégralité des Données Personnelles sous un format lisible afin de pouvoir continuer à les exploiter.

9.3 Le Prestataire devra justifier à première demande du Pouvoir Adjudicateur du respect de ces obligations. Dans le cas où des dispositions légales justifieraient une conservation des Données Personnelles par le Prestataire, celui-ci s'engage à notifier au Pouvoir Adjudicateur par écrit les motifs justifiant la conservation des Données Personnelles, les Données Personnelles concernées par cette conservation et la durée légale de cette conservation par le Prestataire.

Article 10. Délégué à la protection des Données Personnelles

10.1 Le Prestataire communique au Pouvoir Adjudicateur les coordonnées de son délégué à la protection des Données Personnelles, s'il en a désigné un, au plus tard une semaine après l'entrée en vigueur de la présente annexe puis, après chaque modification desdites coordonnées.

Article 11. Manquement à la présente annexe

11.1 En cas de manquement par le Prestataire à l'une de ses obligations au titre de la présente annexe, il s'engage à mettre en œuvre toute mesure correctrice requise dans les délais et conditions fixées par le Pouvoir Adjudicateur, et ce sans surcoût pour le Pouvoir Adjudicateur.

11.2 Au surplus, nonobstant toute clause contraire du Marché, il est expressément convenu qu'en cas de manquement à l'une des obligations prévues dans la présente annexe :

Le Pouvoir Adjudicateur pourra, 72 heures après mise en demeure notifiée par tout moyen au Prestataire, ou immédiatement en cas de manquement non réparable, résilier le Marché de plein droit nonobstant le droit de demander indemnisation du préjudice subi pour les dommages directs et réels au sens des articles 1231-3 et suivants du Code civil résultant desdits manquements. Sont notamment considérés comme des dommages directs :

- a. Les coûts liés à la mise en œuvre de mesures palliatives visant à remédier à toute défaillance importante du Prestataire afin de se conformer à ses obligations ;
- b. Les coûts supplémentaires encourus par le Prestataire pour obtenir des services similaires auprès d'un tiers que le Prestataire n'est pas en mesure de fournir ;
- c. Les coûts de personnel connexes (salaires, heures supplémentaires, recours à du personnel supplémentaire), les coûts de télécommunication et les autres coûts de même nature engagés par le Pouvoir Adjudicateur pour mettre en œuvre tout ou partie des obligations du Prestataire défaillant ; et
- d. Les coûts de rechargement ou de récupération des Données Personnelles du Pouvoir Adjudicateur.

Le Prestataire ne pourra pas prétendre au bénéfice de toute clause du Marché pouvant avoir pour objet ou pour effet d'exclure ou de limiter sa responsabilité pour les préjudices directs subis par le Pouvoir Adjudicateur au titre d'un manquement ou d'une négligence en matière de protection des Données Personnelles.

Si une personne concernée engage une action directement contre le Pouvoir Adjudicateur pour violation de ses droits, le Prestataire s'engage à indemniser le Pouvoir Adjudicateur de tous frais, indemnités ou dépenses de tout ordre découlant d'une telle action dans la mesure où le Prestataire a

failli à l'une de ses obligations au titre des présentes. Dans une telle hypothèse d'action, le Prestataire reconnaît et accepte de prendre en charge directement l'ensemble des frais et dommages et intérêts liés à cette action.

Pendant toute la durée du Marché, le Prestataire et ses Sous-traitants Ultérieurs déclarent avoir souscrit toute assurance nécessaire au Traitement de Données Personnelles pour le compte du Pouvoir Adjudicateur notamment une police « Risques Cyber ». Cette assurance devra être prise auprès d'une compagnie d'assurances notoire. En cas de mise en jeu de présente clause, le Pouvoir Adjudicateur bénéficiera d'une délégation d'indemnité.

Article 12. Données personnelles communiquées par le Prestataire au Pouvoir Adjudicateur

12.1 Le Prestataire pourra donner accès à des Données Personnelles concernant son personnel au Pouvoir Adjudicateur. Celui-ci les Traitera pour les besoins du suivi du Marché en qualité de Responsable du Traitement. Le Prestataire garantit que ces Données Personnelles ont été collectées et traitées en conformité avec la Règlementation Données, et fait son affaire notamment (i) de procéder à toutes les formalités préalables qui lui incombent en vertu de la Règlementation Données et (ii) d'informer pour le compte du Pouvoir Adjudicateur les Personnes du Traitement par le Pouvoir Adjudicateur de leurs Données Personnelles, dans les conditions prévues par la Règlementation Données.

12.2 A cette fin, le Prestataire est informé que les Personnes concernées par de tels Traitements réalisés par le Pouvoir Adjudicateur peuvent exercer les droits qui leur sont garantis par la Règlementation Données, par email à l'adresse suivante :
mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr